

LES FONCTIONNAIRES, CIBLE PRIVILEGIEE DU GOUVERNEMENT !

« **Les retraites, c'est la mère de toutes les revendications** » a déclaré Jean-Claude Mailly en clôture de la manifestation parisienne du 23 mars qui a réuni environ 10 000 manifestants, sur la base des revendications FO.

Jean-Claude Mailly a expliqué que cette revendication pose à la fois «*la question des salaires, de l'emploi, de l'avenir des régimes sociaux*» et, «*pour aller vite, de la République sociale*».

Il a rappelé pourquoi FORCE OUVRIERE ne s'est pas associée à l'appel commun des autres syndicats (CGT, CFDT et autonomes). «*Si l'on veut être efficace, il faut agir ensemble mais encore faut-il qu'on ait les mêmes revendications*», a-t-il dit, en référence au refus de ses homologues de mettre explicitement l'accent sur les retraites. «*Si l'on veut gagner sur les retraites, il faut des revendications claires et des modalités d'action déterminées*».

Pour FO, il s'agit de dire qu'on s'oppose à tout allongement de la durée de cotisation – « **40 ans c'est déjà trop !** » – et qu'il n'est pas question de décaler le droit au départ à 60 ans.

Sur les modalités d'actions, «*nous avons l'expérience de 2003 et de 2009. Pas question d'entamer un steeple-chase syndical qui finit par faire avaler des couleuvres aux salariés. Les manifestations par ricochet finissent toujours par couler*», a lancé Jean-Claude Mailly, avant de réitérer «*sa proposition d'une journée de grève interprofessionnelle*».

Pour la FGF-FO, la nomination d'Eric Woerth au ministère du travail et de la solidarité, en lui permettant de garder la Fonction publique, n'a qu'un objectif : celui de traiter le dossier des retraites globalement, à la fois pour le privé et pour le public.

Ce « petit remaniement gouvernemental », qui fait suite aux récentes élections, n'est pas anodin, surtout pour les fonctionnaires !

La FGF-FO s'attend aux attaques les plus frontales concernant le code des pensions !



De plus, laisser la réforme de l'Etat au ministère du budget et des comptes publics montre bien, là aussi, la finalité purement comptable du gouvernement. En adéquation avec la révision générale des politiques publiques (RGPP) qui dépend du Premier ministre, cet écartèlement des agents publics entre trois ministères n'a pas fini de susciter des inquiétudes, tant du côté des fonctionnaires que du côté des usagers du service public.

En fait c'est bien la diminution des dépenses publiques, et ce, quelles qu'en soient les conséquences, qui est prioritaire pour ce gouvernement.

C'est pourquoi la FGF-FO appelle les fonctionnaires et agents publics à ne pas relâcher leur mobilisation, à la poursuivre par des réunions et assemblées locales, en vue de préparer un mouvement large et déterminé pour la sauvegarde de notre régime de retraite.